



L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI, DE SES AGENT.ES ET DE SES USAGER.ES AU CŒUR DES ENJEUX DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES !

Avec la "préférence nationale" et la poursuite d'une politique ultra-libérale, l'extrême droite au pouvoir ferait courir un risque majeur à notre Service Public, à ses missions et métiers (emploi, indemnisation, orientation) ainsi qu'à leurs financements.

Services Publics = égalité, solidarité et universalité // « préférence nationale » = discrimination organisée

VOTONS LES 30 JUIN ET 7 JUILLET 2024 !

Débattons sur nos lieux de travail, mobilisons-nous pour un autre Service Public !
Combattons l'extrême droite qui ne doit pas arriver au pouvoir !

Halte à l'imposture sociale du RN : discrimination sociale en plus de l'austérité !

Les Services Publics et la protection sociale sont essentiels à la cohésion de notre pays. Ils garantissent l'accès au droit pour toutes et tous partout et protègent les salarié.es et la population des aléas de la vie. Les propositions du RN en matière de politique de l'emploi et de protection sociale se basent sur des droits différenciés en fonction de la nationalité : principe de solidarité et d'allocation chômage réservé aux citoyen.nes français.es et instauration de critères d'indemnisation différents pour les extra-européen.nes.

- En matière d'assurance chômage, le RN a notamment soutenu l'arrêt de l'indemnisation en cas de refus de deux CDI après un CDD.
- Proposition d'amendement en octobre 2022 et contraire au droit français, visant à instaurer des statistiques des « étrangers » inscrit.es au chômage.

Il est inconcevable de trier les usager.es ! D'exclure celles et ceux que le RN stigmatise. Une telle politique serait de nature à fracturer la société déjà divisée par les politiques néolibérales, à la rendre plus violente !

Battons-nous pour le Service Public de l'Emploi, ses missions, ses métiers et pour sortir des cures d'austérité !

Refusons les cures d'austérité pour les Services Publics également prônées par le RN : suppression ou non-crédation d'emplois publics, dévalorisation accrue des rémunérations et gel des salaires, conditions de travail et accueil du public dégradés...

Refusons la cure d'austérité pour les salarié.es et les agent.es des Services Publics : Le RN a voté contre la proposition d'augmenter le SMIC à 1500 euros net mensuel ; refuse d'indexer les salaires à l'inflation et s'est opposé au blocage des prix sur les produits de première nécessité.

Battons-nous pour nos salaires et nos conditions de travail !

Il est urgent de revaloriser les salaires des agent.es France Travail, d'améliorer nos conditions de travail avec des moyens humains et financiers : **alors même que la DG vient d'annuler la seule date consacrée à la négociation des salaires, la NAO, ce qui veut dire pour la DG une année blanche sans augmentation pour 2024 !**

il est urgent d'abroger la réforme des retraites ainsi que les contre-réformes de l'assurance chômage.

Mettons tout en œuvre pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir parce qu'elle est incompatible avec les principes de protection pour toutes et tous garantis par les Services Publics !

Nous appelons à rejoindre toute initiative allant dans ce sens.

